

Quel rôle pour l'Union européenne dans la crise actuelle ?

Par Dusan Sidjanski

Avant l'éclatement de la crise en "septembre noir 2008", nous avons vécu allégrement sans souci d'avenir dans la prospérité du monde développé, laquelle dissimulait une crise rampante accompagnée de l'accroissement des inégalités, de l'excès de la consommation et du surendettement. Selon de nombreux analystes, l'origine et la cause de la crise est attribuée à l'excessive *dérégulation* des marchés financiers qui a favorisé la spéculation dans un milieu opaque. L'accumulation des ventes de l'immobilier sans garantie suffisante et les titrisations (cession des dettes aux banques et aux instituts financiers) ont provoqué l'éclatement de la bulle des *subprimes*. Plus généralement, la finance mondiale, en devenant de plus en plus sophistiquée et modélisée, a perdu le contact avec la réalité. La faillite, le 15 septembre 2008, de la quatrième banque d'investissement américaine Lehman Brothers a sonné le glas du système financier sans contrôle. C'était le début d'une récession mondiale alors qu'aujourd'hui, 1 an plus tard, apparaissent les premiers signes de la réponse.

Préoccupée depuis quelques années par la débauche financière (risques, bonus, paradis fiscaux) et par l'éclatement de la crise en septembre noir 2008, l'Union européenne a proposé, sous l'impulsion de son Président du Conseil Européen à l'époque Nicolas Sarkozy, avec le soutien du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso, de réunir le G20 au-delà du traditionnel G8 afin de s'assurer une représentation plus fidèle et plus réaliste des grandes économies mondiales. En effet, le G20 représente à la fois la grande majorité de la population (2/3) et de l'activité économique du monde (9/10^{ème}). Le but était de chercher ensemble une sortie de la crise. Parallèlement, sur proposition de la Commission européenne, l'Union européenne a défini un cadre pour la coordination des plans des Etats membres et a prévu un soutien financier correspondant à 1,5% de son PIB.

La première réunion du G20 du 15 novembre 2008 a établi un programme de travail en s'inspirant largement du projet européen : relancer le financement de l'économie et de l'emploi, réformer le système financier et en assurer la surveillance et la transparence, renforcer le rôle du FMI et de la Banque mondiale, réglementer et superviser les agences de notation, contribuer à assainir les banques et à remettre en marche l'économie mondiale en procurant des garanties, des liquidités et des investissements. Dès la première réunion, un fort consensus s'est dégagé au sujet du refus du protectionnisme en se référant à la leçon de 1929.

Sous l'impulsion de l'Union européenne et du Président Obama, la réunion du G20 à Londres le 2 avril 2009, présidée par Gordon Brown, a fait un pas de plus vers la sortie de la crise et la réforme du système financier. Les points forts consistent à restaurer la confiance, la croissance et l'emploi ; à relancer le crédit fourni par les banques ; à renforcer les règles et la surveillance des marchés financiers, réformer les institutions financières internationales et augmenter leurs ressources ; à promouvoir le commerce global (Fonds d'aide au commerce et OMC) ; ainsi qu'à contribuer à rétablir une économie durable, respectueuse de l'environnement pour tous. Cet engagement implique des augmentations de l'aide aux pays en développement ainsi qu'un effort collectif pour protéger l'environnement (Conférence de l'ONU sur le changement climatique, Copenhague, décembre 2009).

La refondation du système de gouvernance mondiale a commencé. A l'excès de dérégulation (Reagan et Thatcher), à la revendication de « moins d'Etat » et au libéralisme

sans bornes, vient subitement se substituer le retour à l'équilibre entre le public et le privé et le recours à l'Etat de droit. Le marché est censé retrouver son rôle de lieu d'échanges économiques dans le respect des règles du jeu et sous la surveillance des autorités publiques, qui ont la responsabilité globale des biens publics (environnement, eau, santé, etc.) et de l'intérêt général. Le G20 et ses décisions marquent le retour du politique sur la scène mondiale.

La réunion du G20 à Pittsburg les 24 et 25 septembre aura pour objectif de faire le bilan de la situation financière et économique, et des premiers résultats des mesures prises par le G20, l'Union européenne, le FMI, et la Banque Mondiale. Elle aura pour tâche de renforcer la coordination des diverses mesures afin d'assurer la sortie durable de la crise. Une fois de plus, elle devra confirmer la volonté d'une profonde réforme de système financier. C'est d'autant plus essentiel que quelques signes de reprise des activités des banques risquent d'affaiblir cette volonté de réforme et de préparer le retour au *business as usual*. Le retour aux politiques de bonus n'est qu'un avertissement. La réforme prévue est nécessaire et constitue une révolution douce en visant à transformer le système financier et la coopération économique ainsi qu'à assurer le retour des valeurs éthiques et à modifier les comportements à risque. Bref, il s'agit d'une réforme globale.